



**PRÉFÈTE
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 26/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CALCIA (Ciments) (Usine)

Usine de Villiers-au-Bouin
37330 VILLIERS-AU-BOUIN

Références : 2022/958
Code AIOT : 0010000648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2022 dans l'établissement CALCIA (Ciments) (Usine) implanté à VILLIERS-AU-BOUIN (37330) . L'inspection a été annoncée le 19/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à l'incendie qui s'est déclaré le 13 août 2022 vers 18h30, dans la salle d'alimentation électrique du "four aval".

Le feu s'est déclenché au niveau d'un onduleur composé de 16 batteries.

La détection s'est faite simultanément en visuel par un opérateur qui effectuait une ronde de surveillance. Il a vu de la fumée s'échapper de la salle et a prévenu son collègue.

Dans le même temps, l'alerte a été signalée dans la salle de contrôle par le système de détection incendie du local .

Les deux opérateurs sont intervenus en utilisant 3 extincteurs CO2.

Les pompiers ont été appelés et sont arrivés sur le site vers 19h00. Ils sont intervenus avec des ARI et ont terminé d'éteindre l'incendie toujours existant dans l'onduleur. Les pompiers sont restés en surveillance jusqu'à 20h30.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCIA (Ciments) (Usine)
- Usine de Villiers au Bouin 37330 VILLIERS AU BOUIN
- Code AIOT : 0010000648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La cimenterie CEMENTS CALCIA de Villiers-aux-Bouin fait partie de la société CEMENTS CALCIA dont l'actionnaire majoritaire est la société HEIDELBERG, troisième groupe mondial de l'industrie du ciment.

Elle produit et commercialise des liants hydrauliques à partir de calcaires extraits des deux carrières de la Huellerie (72) et du Pont-de-Launay (37) situées à proximité de l'usine. Le site fabrique 4 gammes de ciments : deux ciments "haut de gamme" et deux ciments courants. La cimenterie emploie environ 80 personnes en 3/8.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déclaration de l'incident à l'inspection des installations classées
- Conditions de reprise de l'activité
- Suites de l'incendie du 13/08/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance et conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 8.1.2.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Information de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 2.5.1	/	Sans objet
2	Rapport d'accident/incident	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 2.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est déjà prévu de rénover les centrales de détection incendie du site (2 centrales rénovées en 2021 et 2 centrales prévues en 2022), et de continuer les formations pour l'ensemble du personnel de production à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.

Environ trois exercices incendie sont effectués en moyenne chaque année en interne ou avec les pompiers .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport accident/incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.[...]
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant a déclaré l'intervention des pompiers suite à l'incendie le dimanche 14 août 2022 à 9h19, en indiquant le lieu et l'origine semblable du feu. Le CODIS 37 avait signalé à la DREAL que l'intervention d'extinction était en cours le samedi 13/08/2022 à 22h20. L'incident a été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais (communications des informations par mails).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rapport d'accident/incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport d'accident/incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Conforme
<p>Observations : L'incendie a fait l'objet d'un rapport (utilisation de la fiche BARPI), communiqué à l'inspection le 18/08/2022. La typologie et la chronologie de l'événement ont fait l'objet d'une description précise.</p> <p>Aucune substance ou matière polluante n'a été rejetée dans l'environnement. L'extinction de ce feu électrique a été réalisée uniquement avec des extincteurs à CO2. Aucune eau d'extinction incendie polluée n'a été générée.</p> <p>Aucune circonstance particulière n'a été détectée au moment de l'événement : Marche normale du four. Climatisation de la salle en fonctionnement (environ 30°C dans la salle électrique). L'onduleur a été contrôlé et vérifié lors de l'arrêt technique du mois de février 2022. Des batteries usagées ont été remplacées par des neuves en juin 2022.</p> <p>L'exploitant a déjà prévu de rénover les centrales de détection incendie du site (2 centrales rénovées en 2021 et 2 centrales prévues en 2022), et également de continuer les formations pour l'ensemble du personnel de production à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie (3 exercices incendie déjà effectués en moyenne chaque année en interne ou avec les pompiers).</p> <p>Le feu ayant pourtant été circonscrit rapidement, la destruction de l'onduleur a entraîné l'arrêt de l'usine (parties four et broyage du ciment). Malgré la mise en route d'un groupe électrogène de secours, cet arrêt brutal a occasionné des dégâts sur une partie des briques réfractaires du four et du refroidisseur.</p> <p>Un onduleur de secours a été mis en service le dimanche 14/08 au soir, permettant de reprendre la production de ciment. Les travaux ont été effectués sur la ligne de cuisson le lundi 15 et mardi 16/08, la production a repris le mercredi 17 au soir.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance et conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 8.1.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et conditions de stockage charbon broyé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les conditions de stockage du charbon broyé (durée de stockage, température, etc.) n'entraînent pas de dégagements de gaz inflammables. La température du charbon broyé est contrôlée et mesurée en continu par des systèmes adaptés et appropriés (sondes thermométriques ou caméras thermiques).[...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer le déclenchement de cette alarme incendie.
Observations : Lors de la visite de la salle de contrôle, l'inspection et l'animateur prévention sécurité ont constaté qu'une alerte incendie était signalée sur la "charpente charbon". Les opérateurs ont indiqué avoir effectué une levée de doute en vérifiant l'absence d'incendie et signalé l'anomalie à la suite.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet